

Une autre vient de messieurs Adam Hope et Cie, de Hamilton :

Vu la grande augmentation des droits sur le fer et l'acier, nous devons vous annoncer que toutes nos listes de prix concernant les clous, le fer, l'acier et toutes les marchandises fabriquées avec ces matériaux sont par les présentes annulées.

L'autre vient de la compagnie manufacturière Massey, de Toronto, qui dit :

Pour vous donner une idée de l'augmentation rapide des prix nous pouvons dire que le prix du fer et de l'acier de formes et de grandeurs diverses a augmenté pendant la dernière semaine ou les derniers dix jours jusqu'à concurrence de \$10 ou \$15 par tonne, et le prix du fer en saumon s'est élevé de \$2 à \$5, et tout le reste à peu près dans la même proportion. Depuis que nous avons écrit ce qui précède et après avoir bien examiné la question nous avons résolu de publier une nouvelle liste de prix le 1er juillet, et, conséquemment nous ne promettons de remplir aucune commande au prix actuel après cette date.

Si cela veut dire quelque chose, c'est qu'il va y avoir une augmentation et que cette augmentation portera sur les articles dont les cultivateurs se servent. Nous avons même appris de la bouche d'un citoyen des provinces maritimes que l'on va éprouver des pertes considérables dans l'île du Prince-Edouard, parce que l'on emploie du fer dans les bateaux que l'on construit pour faire la pêche. L'honorable député de Grey-Nord (M. Masson) est évidemment un homme à théories. Je vois par le *Parliamentary Companion* qu'il est avocat. Il ne vaut rien de moins à cause de cela. Mais les avocats, en général, ne parlent pas d'après les connaissances pratiques que nous avons sur ces matières, nous, les cultivateurs. Il a dit à la Chambre que le prix des instruments aratoires est moins élevé qu'autrefois. Je trouve que cela est très raisonnable, si nous considérons tout ce que nous devons considérer. Je me rappelle que les premières moissonneuses que l'on fabriquait pour les cultivateurs duraient vingt ans ; mais celles que l'on fabrique maintenant pour les vendre vite sont bien faibles et sans solidité. Il en est de même des poêles. De fait, rien n'est solide de nos jours, et si l'on peut dire que ces choses coûtent meilleur marché, à la fin nous nous trouvons à les payer plus cher. Je puis affirmer à la Chambre, et les circulaires que j'ai lues démontrent que le prix du fer est augmenté, et si une personne veut construire un moulin à farine ou un moulin à scie, ou si elle achète un moulin à battre, ou si elle se sert d'un instrument de n'importe quelle espèce, elle a plus d'argent à déboursier, et je considère que dans les circonstances actuelles, les cultivateurs ne sont pas en état de subir cette nouvelle attaque contre leurs portefeuilles. De 1883 à 1884, la valeur des fermes dans Ontario a augmenté de \$30,000,000, et l'on a défriché 136,000 arpents. Si nous évaluons ces arpents à \$20 nous avons une augmentation de valeur de \$3,928,000, ou une augmentation totale d'un delà de \$33,000,000 dans une seule année. Dans le comté que je représente, la population a augmenté d'environ onze cents pendant les cinq dernières années. Aussi, il n'y a aucune raison de demander aux cultivateurs de payer cette nouvelle taxe qui va être imposée sur les articles qu'ils emploient.

Je suis un des nouveaux membres de cette Chambre, et j'ai remarqué qu'il y a eu bien peu d'opposition fâcheuse pendant cette session. Le peuple sait que la dette est très élevée et que, lorsque nous l'augmentons d'environ \$5,800,000, il nous faut imposer des droits quelque part ; mais nous devons user de discrétion, et j'espère que nous aurons une occasion de voir quels sont ceux qui veulent imposer un nouveau fardeau aux producteurs canadiens, et quels sont ceux qui ne le veulent pas. Il y a un autre fait, tout aussi important à considérer, et c'est l'opinion de la Grande-Bretagne, relativement à l'augmentation des droits sur le fer. Nous avons chanté hier l'hymne national avec la plus entière loyauté, et j'espère que nous étions sincères en faisant cela, mais je crois que nous avons raison de douter de la loyauté de ceux qui nous donnent un tarif hostile à la Grande-Bretagne. Relativement aux droits sur

le fer, je vous citerai un article d'un journal important d'Angleterre. Le *Standard* dit :

C'est ainsi que ses hommes d'Etat nous font voir ce qu'ils entendent par une confédération impériale. Il est clair que le Canada ne s'est pas occupé de nos intérêts, mais qu'il ne s'est occupé que des siens. Si l'on maintient le nouveau tarif, au lieu de se rapprocher l'une de l'autre, la colonie et la mère-patrie doivent s'éloigner jusqu'à ce qu'elles se séparent complètement. Pourquoi gaspillerions-nous une goutte de sang ou dépenserions-nous un shelling pour protéger des pays dont l'égoïsme est si grand qu'ils ne s'occupent jamais que de leurs intérêts ? "Achetez nos produits et prêtez-nous votre argent afin que nous travaillions à votre destruction," tel est le credo politique du Canada et d'autres pays que le Canada, et c'est un credo brutalement égoïste. Le succès des États-Unis égare la démocratie coloniale partout. La démocratie coloniale ignore le fait que sans les capitaux anglais la protection n'aurait jamais eu un succès déterminé aux États-Unis. L'apparence du succès aveugle la démocratie canadienne qui ne voit pas qu'elle a le malheur de vivre sous un système qui ne peut amener que des désastres. En vérité les profondeurs de la stupidité humaine sont insondables. Le tarif canadien, tel qu'il existait avant la modification faite par sir Charles Tupper faisait craquer le système mal agencé de la Confédération à ses articulations, et ce nouveau fardeau pourra le briser complètement.

Sir CHARLES TUPPER : L'honorable député cite un article du *Standard* de Londres, un journal qui a refusé de publier l'adresse de cette Chambre à Sa Majesté. C'est le seul journal de Londres qui n'ait pas publié cette adresse. Je demanderai à l'honorable député, vu l'époque avancée de la session, de le passer au sténographe des *Débats* et de le considérer comme lu, s'il veut qu'il fasse partie de son discours. A cette époque de la session, je crois qu'il est intolérable qu'un honorable député lise un long article d'un journal de Londres.

M. PATERSON (Brant) : L'honorable député n'a pas encore adressé la parole à la Chambre, je crois.

Sir CHARLES TUPPER : J'ai écouté avec intérêt son discours, et j'écouterai ce qu'il a à dire ; mais comme la session touche à sa fin, j'ai cru que l'honorable député pourrait faire autre chose que lire une colonne entière du *Standard* de Londres, un journal qui a refusé de publier l'adresse de cette Chambre à Sa Majesté la reine.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Quelle adresse ? L'adresse concernant l'autonomie de l'Irlande ou l'autre ?

M. BOWELL : L'adresse votée par cette Chambre.

M. SEMPLE : Si l'honorable ministre n'aime pas à entendre lire cet article, je puis m'en dispenser, mais je n'ai plus que quelques mots à citer :

C'est un acte de folie pour lequel il n'y a pas même d'excuse plausible ; toutefois le changement aura peu d'effet pour notre commerce. Le résultat probable sera que nous enverrons un peu moins de fer au Canada et que nous achèterons un peu moins de ses produits agricoles et de son bois de construction.

Il y a sans doute quelque chose là-dedans. Un autre député qui a parlé de cette question a dit que nous paierons probablement plus cher quand nous ferons des emprunts, si nous n'achetons rien en Angleterre. Ce que nous disons se réduit à ceci : le Canada prendra votre argent, mais il n'achètera rien de vous. Si le déplorable sentiment exprimé par ce journal existe, la faute en est aux honorables députés de la droite.

M. JONES : Je suppose que mon honorable ami d'Oxford-Sud ne croyait pas que son discours aurait l'effet d'induire le gouvernement à modifier sa politique relativement au tarif. Cette question a été discutée à une heure moins avancée de la session, et je ne me propose pas de passer en revue tous les articles énumérés dans le nouveau tarif, ni de m'arrêter sur les divers arguments déjà énoncés. Depuis que ce tarif a été soumis à la Chambre, un sentiment général d'indignation s'est manifesté dans le pays. Des représentations sont venues de toutes parts. Des hommes d'affaires et des agriculteurs, les hommes engagés dans les exploitations minières, nos pêcheurs, tous ont condamné cette énorme augmentation du droit sur le fer. Nous avons aussi constaté, comme l'honorable monsieur qui m'a précédé l'a dit,